

LE CANADA

GENERALITES SUR LE CANADA

- = 2^{ème} plus grand pays du monde
- = membre du G7, G20 et OCDE
- = 41 millions d'habitants
- = porte d'entrée / accès facilité vers le marché américain
- = territoire attractif confirmé par 850 VIE en poste (dont 700 au Québec)
- = une main-d'œuvre éduquée avec des universités renommées
- = une économie extractive qui représente 16 % du PIB, 1,8 millions d'emplois

COMMERCE EXTERIEUR & CETA

La relation France-Canada est saine et équilibrée, avec un commerce bilatéral désormais proche de 4,5 milliards d'euros dans chaque sens.

La France est le 13^{ème} fournisseur du Canada.

Le Canada est le 12^{ème} pays de destination des investissements français.

Les exportations françaises de services atteignent presque 10 milliards d'euros.

Le Canada est un partenaire secondaire de la France puisqu'il représente seulement moins de 1 % des exportations françaises.

Ontario et Québec restent la zone qui accueille 80 % de nos exportations françaises.

Faute de ratification, le CETA est appliqué à titre transitoire à hauteur de 90%.

Pour les biens, 95% des droits de douane ont été supprimés ; pour les services, les barrières non-tarifaires ont été largement supprimées ; en termes de marchés publics, l'accord est le plus ambitieux signé par le Canada et ouvre les accès vers les niveaux fédéral, provincial et municipal.

Les résultats sont significatifs :

- +45 % d'exportations françaises vers le Canada depuis son entrée en application ;
- Services x 2,2 à l'export entre 2017 et 2024 ;
- 11 560 exportateurs français actifs en 2024, soit +25 % depuis 2017.

Le taux d'utilisation des préférences tarifaires atteint environ 62 %. Un niveau solide, mais qui laisse encore une marge de progression, notamment pour les PME qui n'exploitent pas toujours pleinement les dispositifs douaniers.

UN GOUVERNEMENT CANADIEN OFFENSIF

- Adoption du budget fédéral à l'automne 2025 :
 - o nouveauté : le déficit structurel est utilisé pour financer des investissements structurels de long terme
- Toutes les priorités de souveraineté économique et de développement de nouveaux secteurs d'activités sont similaires à celles de la France :
 - o Infrastructures, notamment portuaires : mobilisation de 500 milliards de dollars canadiens en investissements privés
 - o Défense : enveloppe supplémentaire de 82 milliards de dollars canadiens sur 5 ans -à noter que le Canada est le premier pays non européen à participer au programme SAFE-
 - o Nucléaire : 19 réacteurs en activité avec filière complète et plusieurs projets en développement, dont des petits réacteurs modulaires (SMR)
 - o Minéraux critiques, au cœur des chaînes de valeur industrielles
 - o Numérique : intelligence artificielle, quantique, cybersécurité, fintech
 - o Aéronautique (25% des exportations canadiennes vers la France)
 - o Technologie propre, hydrogène, stockage, énergie
 - o Sciences de la vie : santé numérique, biotech, Medtech
 - o Industries créatives (1^{er} accélérateur créatif canadien depuis 2016)
- Plusieurs projets en cours de validation par le Bureau des grands projets canadien, dont le projet d'une ligne grande vitesse, d'à peu près 1000 km entre Québec et Toronto. Il s'agit d'un projet d'aménagement du territoire, porteur de multiples opportunités connexes.

OPPORTUNITES A L'OUEST CANADIEN : PROVINCE DE SASKATCHEWAN

Vaste territoire disposant d'une abondance de ressources naturelles (uranium, potasse), cette province offre des opportunités d'investissement sur l'ensemble des chaînes de valeur des ressources naturelles.

Elle compte d'autres secteurs clés : agroalimentaires (blé, protéines végétales, ...), énergie (développement de SMR, gaz, pétrole, ...), recherche et développement (vaccin, ...).

Ayant d'excellente connectivité ferroviaire et routière vers les côtes canadiennes et les États-Unis, elle exporte environ 70 % de sa production.

ELEMENTS CLES POUR FAIRE DES AFFAIRES

Enjeux humains

- Le contexte migratoire canadien s'est récemment resserré, tant au niveau fédéral que provincial. Toutefois, pour les entreprises françaises, l'impact reste limité.
- Le statut de francophone constitue un avantage stratégique, y compris hors Québec.
- Le Québec a mis en place le seul programme d'attraction des entrepreneurs avec la possibilité d'obtenir la résidence permanente.

Enjeux juridiques

- Le Canada offre une grande liberté contractuelle (dans la distribution), mais reste fortement contractualisé. A noter que le Québec se distingue par son système de droit civil hérité de la France, tandis que le reste du pays relève de la *common law*.
- Le système est basé sur la réparation, et non la punition.

Enjeux financiers

- Le système bancaire canadien repose sur la notion de crédit, comme aux Etats-Unis. Contrairement à la France, ce n'est pas tant le patrimoine qui compte mais la capacité à utiliser et rembourser le crédit.
- Le Canada propose de nombreux dispositifs fédéraux et provinciaux, notamment :
 - o crédits d'impôt R&D,
 - o crédits liés aux investissements durables (énergies renouvelables, équipements verts),
 - o incitations provinciales à l'investissement industriel (jusqu'à 15 % en Ontario pour les équipements et bâtiments manufacturiers).

Ces aides sont accessibles aux entreprises étrangères, à condition d'adopter la bonne structure juridique de l'entreprise et de faire les démarches de réclamation annuellement.

Enjeux assurantiels :

- Importance de souscrire à une couverture de change en raison de la volatilité du dollar canadien, fortement corrélé au dollar américain.
- L'assurance santé à l'international est un point souvent sous-estimé. Les entreprises doivent prévoir des solutions complémentaires (assurances collectives locales ou internationales) pour sécuriser salariés et dirigeants.

L'accompagnement par un partenaire renforce significativement les probabilités de succès en permettant à l'entreprise de mieux appréhender les différents enjeux et de comprendre un environnement et un système différents de ceux de la France.